

# ALLEGER LE CREDIT A LA PRODUCTION POURQUOI ? ET COMMENT ?

Paul BOCCARA

Avec les travailleurs, les communistes ont engagé une bataille de longue haleine pour la production nationale et pour l'emploi, le pouvoir d'achat des salariés, le renouveau économique et social.

Les pressions extérieures et intérieures contre

une politique de croissance nouvelle en France se manifestent notamment au niveau des taux d'intérêt et des prélèvements financiers capitalistes. Ces prélèvements pèsent gravement sur l'activité des entreprises, publiques et privées, comme sur toute l'économie.

## *A) problèmes financiers et contenu de classe de la bataille pour la production nationale*

### 1 - TAUX D'INTERET :

#### DECONNEXION, ABAISSEMENT, SELECTIVITE

Le P.C.F. a déjà suggéré des mesures dans ce domaine, dès juillet 1981 et de nouveau en juin 1982. Il s'agissait entre autres, de mesures contre les fuites financières et les sorties de capitaux, et pour l'émancipation du crédit en France de la domination du dollar et des taux d'intérêt américains élevés, avec notamment la « déconnexion » de nos taux d'intérêt des taux américains faisant la loi sur les marchés internationaux (1).

Quel est l'objet d'une telle déconnexion des taux d'intérêt ? C'est d'abord une politique de crédit suffisamment **autonome** pour permettre une politique économique et sociale nouvelle et une nouvelle croissance française. C'est aussi une politique de taux d'intérêt **suffisamment bas** pour favoriser la croissance de la production au lieu des opérations spéculatives. Cependant, abaisser les taux ne suffirait pas du tout à obtenir un tel résultat et à lutter contre les gâchis. Il convient de mettre en œuvre une **sélectivité** des taux et des conditions très rigoureuse d'utilisation des

fonds dans le cas d'abaissement des taux, d'où l'importance cruciale de critères d'utilisation des fonds (2).

Au cours de sa tournée dans la région Midi-Pyrénées, le Président de la République est revenu dans une certaine mesure sur ce problème. Il a exprimé son intention d'« aider les entreprises à se tirer d'affaire par des taux d'intérêt qui seront déconnectés ». Parallèlement, le Premier ministre et le ministre des Finances ont commencé à

(1) Cet article reprend et développe deux articles parus dans l'Humanité des 26 et 27 octobre 1981.

(2) Dans la situation actuelle, il y a un certain alignement et une certaine connexion des taux d'intérêt (avec une nette supériorité du taux nominal en France, mais une certaine infériorité en taux réel c'est-à-dire taux nominal diminué de l'inflation).

Depuis mai 1981, il y a eu des relèvements importants des taux français en liaison à la fois avec la hauteur considérable des taux américains (qui de négatifs en termes réels en 1979 et 1980 deviennent fortement positifs à partir de 1981 toujours en termes réels) et avec l'effort pour lutter de cette façon contre les sorties de capitaux ainsi que pour défendre le franc. La baisse relative récente des taux américains (qui restent encore assez élevés en termes réels étant donné la baisse du taux d'inflation) ou encore des taux allemands et européens est suivie avec prudence en France.



*Paul Boccard lors du Forum d'Economie et Politique et l'Humanité sur « l'intervention des travailleurs dans la gestion » en juin dernier.*

consulter des parlementaires et des économistes socialistes et communistes. Evidemment, derrière des propositions **techniques** ainsi avancées au plan financier, il y a un problème majeur de **politique** économique, sur lequel pèse de toutes ses forces le patronat et qui doit retenir l'attention des travailleurs.

On peut évoquer la réduction des charges d'intérêt fixes sur d'anciens emprunts contractés à des taux élevés qui deviennent plus lourds avec une moindre inflation (début de désinflation). On peut aussi considérer la réduction éventuelle des taux d'intérêt nouveaux et d'autres répartitions des crédits bonifiés pour favoriser l'investissement productif largement délaissé.

## **2 - RECLAMATIONS PATRONALES ET PRELEVEMENTS DES CAPITALISTES SUR LES ENTREPRISES**

La presse patronale, par exemple **Les Echos** déclare, quant à elle, que l'initiative présidentielle concerne la diminution des charges des entreprises, pour répondre aux plaintes des organisations patronales en France et au refus capitaliste de développer l'investissement productif. Il s'agirait de concéder des allègements de « charges » non seulement salariales, ou encore, sociales et fiscales, mais aussi des charges d'intérêt. Pour le *Nouvel Economiste*, les « prévenances sont tangibles. Les résultats sur l'embauche et l'investissement ne le sont guère et les chefs d'entreprises continuent de tenir des propos alarmistes ». Mais il conseille au pouvoir de gauche d'être patient, de ne pas réclamer trop vite des résultats, s'il veut « apprivoiser » les patrons. Cependant, on pourrait se demander : qui voudrait bien apprivoiser qui ? Si par malheur, c'était l'austérité baptisée « rigueur » pour les salariés et l'absence de rigueur baptisée « aide » pour les patrons qui l'emportaient, ce serait l'enfoncement dans les gâchis matériels et humains, le renforcement des facteurs de crise et de pression interne et externe contre la nouvelle politique.

Dans une interview récente le président du C.N.P.F., Yvon Gattaz se plaint du poids de l'endettement. Il passe sous silence le fait que ce ne sont pas les seules banques mais les entreprises industrielles qui ont développé leurs revenus financiers et les opérations spéculatives; y compris les exportations de fonds à l'étranger. Et surtout il ne dit mot du poids des prélèvements des patrimoines privés des capitalistes sur les entreprises et d'abord sur celles qu'ils contrôlent : prélèvements de dividendes très supérieurs aux réinvestissements dans l'entreprise, participation plus ou moins occulte à des plus-values de « cessions » (ventes d'éléments de l'entreprise), intérêts des comptes courants d'associés, multiples indemnités etc. Ensuite, les patrimoines privés capitalistes font travailler leur argent par l'intermédiaire des banques. Ils participent donc aux prélèvements des banques sur les entreprises et à leurs opérations financières intérieures et extérieures. Ils participent aussi à leur utilisation des revenus de la masse des salariés utilisant des comptes chèques. On constate d'ailleurs une croissance considérable des revenus financiers du 1 % des ménages les plus riches.

Aux charges de l'endettement, M. Gattaz ajoute, deux autres raisons pour justifier la prédominance du refus d'investir : l'absence de débouchés et ce qu'il appelle le suréquipement. Mais c'est la recherche du profit à tout prix et de la rentabilité financière qui pèse sur les débouchés (compressions des salaires et de l'emploi, etc.). La domination de la rentabilité financière explique aussi l'insuffisante utilisation de l'équipement productif : manque de débouchés, faiblesse de la productivité en raison des gâchis matériels et humains, préférence nouvelle pour les opérations financières etc.

Cela ne l'empêche pas d'affirmer en conclusion que les salariés ne doivent pas se mêler des problèmes « financiers » et de la « gestion, que ce n'est pas de leurs « compétences ». Au contraire, cela pose avec d'autant plus de force la question cruciale des critères de gestion : réduction des taux d'intérêt pesant sur les entreprises ? Bien. Mais **pour quoi faire ?** Pas pour renforcer les opérations financières au détriment de la production et de l'emploi, en aggravant les sorties de fonds et les pressions extérieures contre le franc.

Bien sûr, les entreprises nationalisées sont aussi concernées par des allègements de taux d'intérêt. D'autant plus que le pouvoir giscardien a poussé les anciennes entreprises nationalisées à s'endetter déjà fortement à l'étranger, et que les actionnaires des nouvelles nationalisées ont prélevé des fonds considérables en poussant à l'endettement au détriment de la situation financière des entreprises (3). Ici en principe, une situation allégée pourrait ne pas être utilisée pour de nouveaux gâchis. ►►

(3) En quatre années pour six groupes nationalisés, ils auraient prélevé 3,4 milliards rien qu'en dividendes (sans parler d'autres prélèvements) alors qu'ils n'auraient apporté que 1 milliard de fonds propres.

Mais ici aussi pèsent les habitudes de gérer pour la rentabilité financière et de suivre les injonctions de l'environnement capitaliste privé national et international. D'où, pour toutes les entreprises publiques et privées, le rôle crucial de nouveaux critères pour l'utilisation des fonds au niveau de la réforme du crédit, comme au niveau de l'intervention des travailleurs.



*Pour le patron des patrons, les salariés ne doivent pas se mêler des problèmes financiers et de la gestion : « Ce n'est pas de leur compétence ».*

### **3 - UNE MEILLEURE REPARTITION DES CREDITS ?**

La répartition des crédits montre qu'ils financent beaucoup trop et sans distinction les exportations avec le résultat de délaisser la lutte contre les importations devenues énormes et creusant notre déficit extérieur. Le crédit qui finance aussi beaucoup trop **l'immobilier privé** (à ne pas confondre avec les H.L.M.) favorise les gâchis des promoteurs et de la spéculation et insuffisamment les investissements productifs par exemple.

Mais il ne suffirait pas du tout de favoriser les investissements productifs par un abaissement des taux d'intérêt. Sous prétexte d'investissement, on pourrait aider les gâchis capitalistes contre la production nationale et l'emploi : des investisse-

ments gonflés en prix par d'autres prélèvements financiers que les intérêts, des importations excessives de matériels qu'on peut produire en France, des investissements matériels de gaspillage, des investissements ne permettant pas d'augmenter l'emploi, ou même visant à le diminuer, sans accroître sensiblement la production.

On pourrait aussi par une amélioration du financement des entreprises au niveau de l'investissement favoriser les opérations financières et spéculatives ainsi que les exportations de capitaux sur d'autres fonds des entreprises.

Il faudrait pouvoir rompre, de façon graduelle certes mais non pas illusoire, les cercles vicieux dans lesquels s'enfonce l'économie française. S'opposer systématiquement à la façon dont les capitalistes privés dominant notre économie tendent, avec l'aide du financement des banques et des institutions garanti par l'Etat, à brader des potentiels de production en France pour placer des fonds à l'étranger, notamment aux Etats-Unis (4). Les capitalistes développent une financiarisation multinationale de leurs actifs et mettent ainsi en difficulté les entreprises en France. Pour ce faire, ils prélèvent sur les amortissements, les provisions, les profits des entreprises en France au lieu de développer leur productivité et leur production. Et ils se retournent vers l'Etat pour demander des aides, et une certaine nationalisation des dettes des entreprises.

Enfin les ressources du système de crédit devraient être utilisées de façon plus efficace qu'actuellement et moins coûteuse pour les besoins des collectivités locales et de l'Etat. La cohérence de ces avances accrues du crédit pourrait être renforcée par leur affectation à des opérations de développement de la productivité et de la production nationale (formation professionnelle, recherche technique, aide à l'emploi efficace et à la reconquête du marché intérieur, etc.) venant accroître les ressources futures de la société ainsi que les recettes des collectivités et de l'Etat.

## ***B) quatre ensembles de mesures pour une efficacité sociale du crédit aux entreprises***

### **1 - CRITERES DE PRODUCTION ET D'EFFICACITE SOCIALE**

Des critères d'attribution de crédit aux entreprises aux taux abaissés pour diminuer leurs charges du crédit doivent donc concerner beaucoup plus précisément l'utilisation des fonds que le simple engagement d'investissements productifs.

On peut rechercher une **efficacité sociale** des fonds des entreprises aidées socialement au plan financier, avec des critères rigoureux.

La production de **richesses réelles nouvelles** doit être suffisamment accrue par des investissements productifs évitant le plus possible les gâchis financiers, matériels et humains.

Cela nécessite de donner la priorité à des programmes d'investissements accompagnés de dépenses de développement (recherche appliquée et formation professionnelle, d'une croissance de l'emploi suffisante en quantité et en qualité, de reconquêtes du marché intérieur ou d'une coopération internationale durable au lieu d'exportations précaires à tout prix. Les aides du crédit devraient donc être sélectives. Elles devraient être **modulées** (refusées, augmentées, diminuées, remplacées, par des pénalisations) en fonction de ces programmes prioritaires et de leur efficacité sociale. Cette

(\*) Ainsi les exportations de capitaux à moyen et à long terme (sans parler des mouvements de capitaux à court terme plus spéculatifs) auraient nettement dépassé les investissements productifs dans l'industrie en 1981 (environ 77 milliards d'exportations de capitaux moyens et longs, contre environ 60 milliards d'investissements productifs dans l'industrie).

efficacité sociale peut être mesurée par la **croissance absolue de la valeur ajoutée** produite dans une entreprise en francs constants (francs diminués de l'inflation) ainsi que par sa **croissance relativement à son capital matériel et financier**, réalisée grâce aux financements nouveaux.



Wall Street : l'attraction néfaste du dollar...



De nouveaux critères pour la répartition du crédit qui ne doit plus servir à financer les gâchis, la casse...

**La valeur ajoutée par la production** (à la valeur des matières premières et des semi-produits achetés) représente en effet la richesse nouvelle produite dans la société. Elle ne donne pas seulement les profits, mais les salaires et les prélèvements publics et sociaux (cotisations et impôts).

Afin d'apprécier les progressions de chaque entreprise, on devrait pouvoir disposer rapidement pour chaque branche de production des moyennes spécifiques concernant le rapport VA/C existant et la production sur cette base de la **valeur ajoutée disponible** pour les travailleurs et la société (partie de la valeur ajoutée comprenant les salaires, les prélèvements publics et sociaux). On peut toutefois, dans l'immédiat, commencer à considérer les améliorations dans chaque entreprise du rapport existant VA/C et de la production de VA disponible grâce aux financements nouveaux.

Avec de tels critères d'utilisation des crédits aux entreprises, on peut favoriser de façon nouvelle en France, le débouché et la productivité, une croissance nouvelle ainsi que les équilibres internes et externes.

Soulignons les effets favorables d'une croissance de la valeur ajoutée liée à celle de l'emploi effi-

cace. C'est d'abord la croissance du **débouché** fournie par les consommations des salariés et par les consommations sociales permises par les prélèvements publics et sociaux, ainsi que sur cette base une nouvelle croissance de l'investissement productif. La croissance de la valeur ajoutée et de VA/C favorise aussi la lutte contre les excès d'importations de consommations intermédiaires (VA = production moins consommations intermédiaires, matières, énergie, semi-produits) et d'équipements (C), ainsi qu'une diminution de contenu en importations des exportations elles-mêmes. Ajoutons qu'une base très importante de budget public, de budget social et du crédit



Une croissance considérable des revenus financiers du 1 % des ménages les plus riches...

lui-même est fournie aujourd'hui par les salaires. D'où la cohérence avec les équilibres internes du financement, d'une politique de crédit favorisant les salaires.

Les critères d'efficacité sociale des fonds devraient pouvoir être utilisés et suivis de façon rigoureuse par le système bancaire nationalisé, par les entreprises nationalisées, par l'intervention directe des travailleurs dans la gestion de toutes les entreprises ou par l'intermédiaire des instances régionales et nationales de planification ou d'administration du crédit.

En raison de la nécessité d'initiatives concrètes décentralisées, des blocages et des fuites multiples dans les entreprises, rien ne peut remplacer l'intervention des travailleurs. Même si cette intervention doit pouvoir s'appuyer sur des critères nouveaux de crédit, comme d'ailleurs sur les luttes revendicatives. Il ne faut surtout pas opposer les luttes revendicatives aux luttes transformatrices pour intervenir dans la gestion. Il ne s'agit certes pas de les confondre, mais elles doivent pouvoir s'épauler, se pousser l'une l'autre, dans la nouvelle situation économique et politique.

## 2 - UN FINANCEMENT ET UN REFINANCEMENT NOUVEAUX DES BANQUES

Si elle est primordiale, la mise en œuvre de nouveaux critères d'utilisation des fonds ne suffit pas. Il faut, en second lieu, organiser de façon cohérente avec ces critères, l'abaissement du coût ►►



des ressources financières des banques pour qu'elles puissent prêter à des taux réduits.

Bien entendu, il ne s'agit pas de suivre la légère baisse des taux intervenant en ce moment au plan international, aux Etats-Unis, R.F.A., etc., succédant à leur très forte hausse. Car ainsi nous resterions dépendants des mouvements extérieurs précaires et de sens variable. En raison notamment de l'importance du déficit budgétaire américain et aussi de la tendance au déficit de la balance des paiements des Etats-Unis (liée notamment à leurs exportations de capitaux), il risque d'y avoir encore de fortes pressions tendant au relèvement de taux d'intérêt américains dans le cadre de leur politique de domination.

Les banques doivent être mises à contribution en fonction de l'ampleur de leurs profits et des provisions qu'elles ont accumulées. Mais ces profits et provisions ne sont pas illimités et ils proviennent surtout d'opérations financières qu'il s'agit précisément de réduire.

L'abaissement durable des ressources financières dans les banques ne peut consister simplement à ajouter au système existant des aides accrues à partir du budget de l'Etat ou l'émission de monnaie de la Banque de France. Les gâchis capitalistes du système bancaire et financier continuant à dominer dans leurs autres opérations cela renforcerait le déficit du budget, le déficit des paiements et pourrait affaiblir le franc.

C'est au contraire une réforme d'ensemble et la lutte contre les gâchis du système financier qui pourront fournir des ressources financières moins

coûteuses pour les entreprises et aussi pour la société.

Il s'agit, d'abord, de réduire les intérêts élevés payés par le système bancaire et financier aux capitalistes et de réduire le coût des réseaux de collecte. Poursuivre des mesures déjà engagées comme celle élevant le seuil des dépôts à terme, pour les ramener à l'état de dépôts liquides non rémunérés. Diminuer aussi les rémunérations des fonds comme par exemple les intérêts sur les bons de caisse. Réduire les coûts des réseaux et notamment les excès du développement des guichets de collecte.

Il s'agit surtout d'organiser une circulation nouvelle des fonds entre institutions financières à partir de celles qui sont excédentaires (de façon permanente et structurelle ou de façon conjoncturelle à plus ou moins court terme). Actuellement ces fonds vont des institutions excédentaires vers celles qui manquent de fonds, contre des taux d'intérêt élevés. Une circulation nouvelle devrait permettre de diminuer les intérêts payés entre institutions de crédit françaises, en supprimant l'alignement de ces taux d'intérêt sur les hauts intérêts et revenus tirés des opérations plus ou moins spéculatives sur les marchés financiers, français et étranger. On réaliserait ainsi une vraie « déconnexion » des taux d'intérêt payés par nos banques entre elles, par rapport aux taux spéculatifs et internationaux.

On pourrait réduire leurs prêts ou leurs appels à l'extérieur en organisant une meilleure régulation des relations entre banques et de leurs relations avec l'extérieur par l'intermédiaire de la Banque de France. Afin d'instaurer cette nouvelle circulation, on peut notamment augmenter fortement les dépôts en « réserves obligatoires » des fonds des banques et institutions auprès de la Banque de France, réserves obligatoires qui sont actuellement très faibles et non rémunérées. La Banque de France, en les rémunérant faiblement, pourrait elle-même les redistribuer à des taux réduits et de plus modulés en fonction des critères d'efficacité sociale des entreprises (4).

### **3 - FRAPPER LES FUTURES FINANCIERES INTERNES ET EXTERNES**

En troisième lieu, des mesures importantes d'accompagnement devront être prises dans d'autres domaines que le crédit. Elles viseraient à dissuader le plus possible les capitalistes de tourner le dispositif nouveau du crédit, au niveau des critères d'utilisation des fonds comme au niveau de la rémunération des dépôts.

Il s'agit tout d'abord de renforcer le contrôle des changes. Cela pourrait concerner en particulier les fausses factures d'exportation ou d'importation dissimulant des exportations de capitaux.

(4) D'autres mesures devraient concerner spécialement les institutions de financement comme le Crédit national ou la C.G.P.M.E. et notamment leurs relations avec le marché financier (emprunts obligataires des institutions).



*« Les luttes revendicatives et les luttes transformatrices pour intervenir dans la gestion ne s'opposent pas : elles doivent pouvoir s'épauler, se pousser l'une l'autre dans la nouvelle situation politique ».*

Il s'agit ensuite de renforcer la fiscalité contre les gâchis capitalistes.

Il faudrait relever fortement l'impôt si léger sur les grosses fortunes. Les capitalistes ont marqué des points en se réfugiant derrière la notion d' « outil de travail », alors que précisément, ils gâchent les capitaux en ne les utilisant pas suffisamment pour le travail et l'emploi. Ce relèvement se justifie d'autant plus que les patrons ont réussi à exempter les « biens professionnels » en cas d'investissement égal à l'impôt qui serait dû. Cette exemption pourrait être modulée suivant l'importance de la valeur ajoutée permise par l'investissement.

Il faudrait taxer spécialement les revenus tirés des entreprises, au détriment de leurs activités, par les patrimoines privés qui les dominent (intérêts de compte courant d'associés, etc.).

Ces prélèvements s'effectuent au détriment de la constitution des fonds propres des entreprises (5).

Il conviendrait enfin de taxer les exportations de capitaux en règle générale ou encore des importations excessives liées à des pratiques concurrentielles déloyales étrangères.

#### **4 - DIMINUER L'EMPRISE DU DOLLAR ET DES BANQUES PRIVEES MULTINATIONALES**

Enfin un quatrième ensemble de mesures concerne la réduction directe de la domination du dollar et des banques privées multinationales sur notre économie.

Il s'agit d'engager davantage les banques françaises dans des opérations intérieures de développement. Avec tout spécialement la priorité à la reconquête du marché intérieur et une lutte éner-

gique contre tous les encouragements aux fuites de capitaux.

Il s'agit aussi d'accroître, dans les opérations extérieures des banques françaises, la part effectuée dans la monnaie de compte de la Communauté européenne (l'Ecu) par rapport à celle effectuée en dollars.

Il conviendrait aussi d'engager une réforme du Fonds monétaire international. Le F.M.I. devrait augmenter considérablement les possibilités de tirages monétaires de tous les Etats et bien plus encore des pays en voie de développement, au lieu de soutenir la politique d'austérité pour les peuples et d'impôt déguisé sur le monde entier par le papier dollar des Etats-Unis et des grandes banques privées.

Il est devenu intolérable que le F.M.I. et les autres institutions financières internationales soient dominés par les Etats-Unis, par les exigences des grandes banques privées multinationales et par le dollar, au lieu d'être véritablement au service de la communauté internationale des peuples. En attendant une véritable internationalisation (une sorte de nationalisation à l'échelle de tous les pays) de ces institutions et en attendant une véritable monnaie internationale, des fonds publics internationaux de financement nouveaux pourraient être encouragés au niveau de l'O.N.U. (pour les pays en voie de développement) et aussi peut-être au niveau d'ensembles de pays.

**P. B.**

(5) A propos des fonds propres, on pourrait mettre à l'étude un projet (inspiré de certains projets suédois actuels) de majoration des salaires de 1/2 % par exemple dans les entreprises d'une certaine importance pour les affecter à des actions bloquées dans l'entreprise (qui seraient augmentées de leurs dividendes également bloqués). Elles pourraient appartenir au collectif des travailleurs représentés par le comité d'entreprise.